



Francophonie : la presse en première ligne

Le rôle des médias et des écoles dans la promotion de la langue française



18 et 19 octobre 2017, Université catholique de Lyon



Editorial

La francophonie, défi majeur

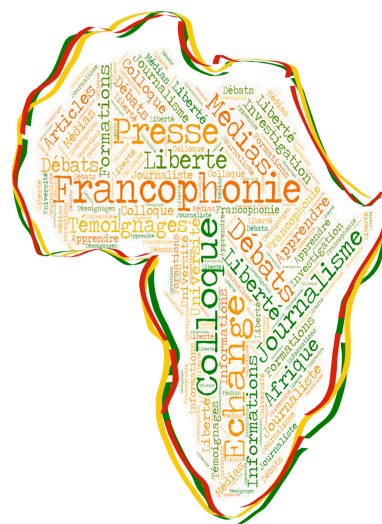
Ce n'est pas si souvent qu'un journal apporte une bonne nouvelle : la francophonie se développe, tout en se transformant, dans un contexte international très crispé. Il ne s'agit plus de « se concentrer sur notre propre nombril français », mais de « s'extraire de la nécessité d'être Français, Malgache ou Malien » ainsi que l'a souligné un participant au colloque sur les médias et la francophonie organisé par Reporters solidaires. En glanant ici ou là des idées émises au cours des échanges qui ont eu lieu pendant deux jours dans le bel amphithéâtre de l'Université catholique de Lyon, la capacité qu'ont les peuples à inventer la langue française d'aujourd'hui a été

largement mise en évidence. Il ne s'agit pas de pousser un cocorico de plus. Le coq gaulois avait du plomb dans l'aile à force de se dresser sur ses ergots en tant que langue de culture ou langue diplomatique. Les intervenants africains ou français, journalistes, universitaires, enseignants, étudiants l'ont souligné : repenser la francophonie, c'est d'abord former plus que jamais d'autres enseignants et d'autres journalistes, partout dans le monde et pas seulement des élites culturelles. Le défi est immense, particulièrement en Afrique. Il est à relever dans le cheminement à tracer

entre formateurs et formés, dans la capacité des gouvernements et des associations à favoriser l'éducation en matière d'accès aux savoirs, en creusant l'idée d'une langue d'union capable d'accompagner la transformation des sociétés sans renoncer au multilinguisme. La conclusion revient

aux slameurs de la compagnie
UnDeuxGround,
poètes visionnaires
qui ont résumé les débats de la première journée du colloque :
« je suis un stylo noir
[...] je prends toutes les langues [...] ils disent que Senghor s'égare [...] on pourrait plutôt prédire que l'Afrique est l'avenir du français.

La rédaction



Directrice de la publication : Christine Cognat **Assistance rédaction :** Marie-Jeanne Dufour **Assistance technique :** Hammady Chérif Bah **Assistance à la PAO :** Léa Ville, Marina Perez, Sarah El Khaldi, Isabeau Druillennec **Rédaction :**

Étudiants de la promotion 2018 du Master 2 Communication- Humanitaire-Solidarité de l'ICOM-Université Lumière-Lyon 2

Illustrations : Daphné Chauvel, Noémie Lalande **Photos** Reporters solidaires, GREF, Anthony Nelzin-Santos, étudiants du Master 2

Réinventer l'usage de la langue française, pour réinventer le monde

À l'occasion de ces deux journées de colloque, universitaires, journalistes, sociologues, étudiants, professionnels et représentants d'associations étaient réunis pour débattre de la place de la langue de Molière et ses problématiques face aux langues nationales en Afrique francophone. La première journée était consacrée à l'usage du français dans les médias en Afrique de l'Ouest, la seconde à son enseignement.



Au premier rang (de dr.à g.), Moussa Sanon (RTB2 Bobo-Dioulasso), Aboubacar Toguyéni (vice-président de l'université Nazi Boni), Georges-Anicet Ouedraogo (président de l'université Nazi Boni)

Christine Cognat, présidente de Reporters solidaires, a ouvert les débats en saluant les personnes participantes venues de France et d'Afrique de l'Ouest.

Après avoir présenté succinctement son association, elle a introduit le premier intervenant, Guy Lavorel, ancien président de l'Université Jean-Moulin-Lyon-3. Celui-ci a expliqué, à travers une introduction historique détaillée, comment l'usage du français s'est répandu en Afrique. Lui a succédé Bangaly Camara, directeur de l'Institut supérieur de l'information et de la communication (ISIC) à Conakry (Guinée). Il a abordé le contexte géopolitique dans lequel les journalistes exercent leur

profession, souvent dans de grandes difficultés, parfois victimes de gouvernements autoritaires ou assujettis à la monétisation de leur métier et manquant de formation professionnelle. Pragmatique, il parle de presse longtemps « muselée ».

Le français comme langue d'union

Charlène Ongotho, doctorante à l'Université Jean-Moulin-Lyon-3, a conclu cette première table ronde par la présentation de sa thèse sur le rôle des médias dans la prévention des conflits, en dénonçant le manque de cadres juridiques solides qui pourraient davantage protéger les médias, leurs

libertés et leurs missions (cf. article p. 7). La seconde table ronde, animée par Dana Popescu, maître de conférences à l'Institut de la communication (ICOM) de l'Université Lumière-Lyon 2, a permis de réfléchir sur la place du français et son articulation avec les langues nationales. Ces dernières font l'objet de revendications fortes dans l'Ouest africain alors que le français est un vecteur de communication de plus en plus « choisi » ailleurs. L'ensemble des intervenants s'est accordé pour rappeler l'influence toujours aussi forte du français dans la zone francophone.

Suite page 3

Suite de la page 2

Saran Touré, vice-présidente de Reporters solidaires, estime que le français est une « langue d'union » face à la pluralité des langues régionales, permettant une communication simplifiée. À son tour, Abdoulaye Ouattara, correspondant burkinabè de RFI, a mis en avant les problèmes d'analphabétisation et d'illettrisme qui touchent plus de 80 % des populations.

Des outils spécifiques existent dans notre langue, des outils conçus et développés au fil du temps pour l'apprentissage et l'enseignement (cf. articles p. 4 et 19). Ainsi, Ivan Kabacoff (TV5 Monde) a éclairé son auditoire sur le rôle déterminant que joue cette chaîne de télévision dans la promotion de programmes adaptés et aussi dans celle du français

En début d'après-midi, place à la pluralité culturelle de la langue française avec la projection du film documentaire *Les mots nomades*, produit par l'association La Caravane des dix mots. Un magnifique voyage à la recherche du sens de : « nuage », « avatar », « canular » ou encore « télésnob ».

Un prétexte à la rencontre et l'occasion de partager des histoires, des émotions et des perceptions à travers des formes d'expression diverses. Certains dansent, d'autres slament, dessinent et chantent. Différentes manières de s'approprier la langue française mais aussi différentes façons de l'enseigner. Le reste de l'après-midi a été consacré à la présentation de multiples ressources francophones.

Le numérique y tient une place centrale, par sa facilité d'utilisation et de diffusion. La première bibliothèque numérique d'Afrique de l'Ouest a ainsi vu le jour à Bobo-Dioulasso (Burkina-Faso) en 2013. Par ailleurs, l'Université numérique francophone mondiale (UNFM) ou encore TV5 Monde développe des ressources gratuites permettant de

réduire les inégalités d'accès à la connaissance, ouvertes aux professionnels comme aux étudiants.

Cette volonté de partage se retrouve dans les valeurs des logiciels libres qui s'utilisent, se copient, s'étudient et se modifient en toute liberté. Un peu comme une langue vivante. Le français en est un exemple, comme le prouve la création de nombreuses Alliances françaises par des citoyens francophiles à travers le monde.

Aimer le français et jouer avec, voilà la proposition des slameurs de la compagnie lyonnaise UnDeuxGround qui ont effectué une performance très appréciée.

En s'appuyant sur les thèmes développés au cours de la journée, les slameurs ont prouvé avec brio que mettre de la poésie dans un colloque, c'est le pimenter. La première journée s'est achevée avec légèreté grâce à eux, qui ont mis en lumière et en traits d'esprit les enjeux majeurs de la francophonie et des médias.

Kods Guermache
Kate Stoney
Méganne Capliez
Claire Miniotis

Face au public de l'amphithéâtre de l'UCLY, quelques uns des nombreux intervenants du colloque



Quelques logiciels libres

Voici un repérage des meilleurs logiciels libres, disponibles gratuitement sur la toile.

Traitement de texte

- LibreOffice
- OpenOffice
- Scribus

Graphismes

- Gimp
- InkScape
- Darktable

Vidéo

- Kino
- Handbrake

Audio

- Audacity

Lecteur multimédia

- VLC
- MPV
- Songbird

Navigateur web

- Mozilla Firefox
- Google Chrome

« Les Français sont partis, le français est resté »

La journée sur l'enseignement en Afrique francophone a été introduite par Oumar Bâ du Groupement des éducateurs sans frontières (GREF) et animée par l'équipe des enseignants qui se sont succédé à la tribune. Avec ce cri d'alarme : les acteurs locaux doivent se réapproprier la gouvernance de leurs écoles.



Les intervenants durant la première table ronde. De gauche à droite : Saran Touré, Moussa Sanon, Abdoulaye Ouattara, Ivan Kabacoff, Hammady Chérif Bah

Association de solidarité nationale et internationale reconnue et soutenue financièrement par l'Agence française de développement (AFD), le GREF est fondé en 1990. Ses domaines de compétence sont la formation, l'éducation, le social et la culture. Avec ses 450 membres « militants, bénévoles », le GREF intervient dans une vingtaine de pays sur plus de quarante projets. Ses objectifs sont de promouvoir une éducation de qualité, de former des formateurs et de soutenir l'enseignement de la langue française, tout en proposant des méthodes pédagogiques adaptées et innovantes.

Liliane Deloche présente les actions du GREF au Bénin, où l'on compte cinquante

dialectes différents. Le GREF y a construit trente « maisons des enfants » fonctionnant de manière autonome (1 500 enfants âgés de trois à six ans) reconnues par le ministère de l'Éducation. Ces actions répondent à une demande d'acteurs locaux car, comme le précise Renée Midol, « ces projets fonctionnent grâce à l'enthousiasme et l'adhésion des enseignants, des familles et des élèves ».

Pour l'association Res Publica qui participe au Burkina Faso au développement d'écoles maternelles, primaires, collèges et lycées, le maintien de ces structures ne peut se faire sans l'appui de professeurs formés, ni

sans celui d'acteurs locaux, qui à terme « doivent se réapproprier la gouvernance de leurs écoles ».

Dans la mesure où la langue officielle est le français, « les enjeux restent conséquents » souligne Xavier Alphaize de l'association Universitaires sans frontières (USF), qui intervient dans les universités africaines, afin d'échanger des savoirs et d'apporter un regard extérieur à ces établissements supérieurs. Il rappelle qu'en Afrique les universités publiques sont saturées et qu'elles manquent de moyens, de locaux et de filières d'enseignement.

Cette première partie de la matinée s'est clôturée sur de nombreuses questions, notamment le coût des inscriptions et de l'enseignement, ainsi que les tracasseries administratives liées à la demande de visa pour les étudiants africains désireux d'étudier en France.

Des problématiques qui restent en suspens tant que les pouvoirs publics des pays concernés ne prendront pas en compte la nécessité de ces enjeux.

**Rashida Gouz,
Alexis Micoud**

Formation et journalisme : des points communs sans frontières

Du Burkina Faso à la Guinée en passant par Lyon toutes les formations se ressemblent mais chacune a sa spécificité.

Dernier après-midi du colloque, les gens s'installent, prêts à écouter les ultimes interventions. L'atmosphère est légère. Ça et là, des personnes de différents horizons ont engagé la conversation.

L'objectif de partage et de rassemblement du colloque est visiblement atteint. La session débute par la découverte des instituts de formation aux métiers du journalisme, de la communication et des relations internationales présents dans différents pays, de la Guinée avec l'Institut supérieur de l'information et de la communication (ISIC) de Conakry, jusqu'à la France avec les universités Lumière-Lyon 2 et Jean- Moulin-Lyon-3, en passant par le Burkina Faso avec l'Institut des médias de l'Université Nazi Boni de Bobo-

Dioulasso.

Que ce soit en presse écrite, audiovisuelle ou multimédia, les intervenants exposent les enseignements mis à la disposition des étudiants. Toutes ces formations ont des points communs : présence de la francophonie bien sûr, partenariats avec Reporters solidaires et volonté de se déployer à l'international. Cependant, chaque formation a sa spécificité et chacune en Afrique rencontre des problèmes : manque de ressources en provenance des organismes financeurs, difficultés à monter des partenariats, absence de volonté politique.

Journalisme sans frontières

L'Union de la presse internationale francophone (UPF) poursuit son travail fondamental de liaison pour partager

différentes formes de journalisme et parler des conditions de travail des professionnels.

Quant à l'association Sur les pas d'Albert Londres, elle promeut le journalisme sans frontières auprès des jeunes générations.

Le grand témoin Mohamed Amara a conclu le colloque par une analyse sociologique de tout ce qui s'est dit durant ces deux jours. Selon cet observateur au regard acéré, il faut cesser de rêver d'une francophonie où la langue serait un vecteur de transformation sociale pour commencer à rêver d'une francophonie réelle et réaliste où l'appropriation plurielle de la langue française permettra vraiment la réinvention de la langue.

**Marion Schaefer
Nadiia Shulzhenko
Linh Tran**

En 2050, un tiers d'Africains francophones

En Afrique francophone, selon l'Agence intergouvernementale de la francophonie, deux enfants sur cinq n'accèdent pas à l'école et sept adultes sur dix ne sont pas alphabétisés.

Que faire lorsque la langue parlée dans le foyer n'est pas la même qu'à l'école ? Alors que l'ONU estime que 33,5 % des Africains parleront français en 2050, la question se pose de savoir si toutes les couches sociales maîtriseront cette langue.

Un enfant qui parle français dans son foyer et qui dispose de contenus audiovisuels dans cette langue aura beaucoup plus de facilité à réussir à l'école. Outre le fait que la reproduction sociale est constatée dans le monde entier, elle est beaucoup plus marquée dans les pays où plusieurs langues cohabitent.

**Rashida Gouz,
Alexis Micoud**

Le reportage au service de la démocratie

Père fondateur du reportage moderne, Albert Londres considérait les journalistes comme « les chiens de garde de la démocratie ». Sur les pas d'Albert Londres s'efforce de perpétuer cette conviction auprès des nouvelles générations. Rencontre avec son président, Jean-Claude Mairal.

Quel est le lien entre votre engagement citoyen et les actions menées par votre association ?

Avec le développement des outils de la communication et du numérique, une nouvelle responsabilité est donnée à toutes celles et tous ceux qui travaillent avec des jeunes : transmettre les clés de compréhension du monde complexe des médias, tant dans la création de contenus que dans leur diffusion, pour que chacun puisse être en capacité d'exercer sa citoyenneté. C'est pourquoi nous voulons développer l'esprit critique en organisant des ateliers de formation et de sensibilisation aux techniques audiovisuelles, au numérique, au reportage, au journalisme et à la communication.

Pourquoi choisir de défendre particulièrement le genre journalistique du reportage, alors que celui-ci tend à se raréfier du fait des contraintes budgétaires et d'immédiateté dans la presse actuelle ?

Le reportage permet de donner à voir, à lire ou à entendre une réalité donnée, d'aborder et d'approfondir des thématiques, au plan international, national ou local. Il s'agit de donner aux jeunes la possibilité d'appréhender et de rendre compte de leur vision de leurs territoires et de la partager. Le reportage permet de renforcer leur sentiment d'appartenance, d'apporter un regard positif sur leur localité et d'en faire des citoyens acteurs. Cela implique la nécessité de multiplier les médias locaux et les web TV dans les territoires.



Jean-Claude Mairal

Quels sont pour vous les enjeux des rencontres francophones entre étudiants en journalisme d'origines diverses ?

La promotion de la francophonie est un enjeu majeur et elle est essentielle au rayonnement de la France de demain. Elle donne la possibilité, lors de rencontres francophones, de se confronter à des réalités culturelles différentes et d'enrichir sa vision du monde. Des coopérations nombreuses peuvent se développer entre centres de formation, entre jeunes journalistes, entre étudiants et jeunes en général.

**Léa Dolymnyj
Anaïs Frouin
Chloé Pelandakis
Nadia Sassi
Léa Ville**

La pause café avec Charlène Ongotha

Charlène Ongotha prépare actuellement une thèse sur la prévention des conflits dans l'espace francophone africain. La doctorante gabonaise, enseignante chercheuse à l'Université Jean-Moulin-Lyon-3, a accepté de répondre à nos questions.

Les médias n'ont-ils pas joué un rôle en Afrique francophone dans l'incitation des conflits ?

En Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, le pouvoir est très souvent concentré entre les mains d'une seule personne. Comme le multipartisme est souvent de façade, la presse devient vite partisane, que ce soit en faveur du pouvoir ou de l'opposition. Et c'est là qu'il y a un risque de glissement. Malheureusement, les partis n'acceptent pas la critique de l'opposition et des dérapages en résultent.

L'élection d'Ali Bongo, en 2016, s'est accompagnée de violences. Pensez-vous qu'elles étaient prévisibles et qu'elles auraient pu être évitées ?

Il y a eu un échec total de la prévention au Gabon, tout simplement parce qu'il y a toujours cette idée de respect de la souveraineté d'un État. Mais en parallèle, il y avait un conflit, donc la responsabilité et l'obligation de protéger les populations vulnérables.

Malgré la présence des observateurs électoraux, les élections ont été truquées. Quand les médias en ont parlé, une commission mise en place par l'Union européenne a mis l'accent à son tour sur les soupçons de fraude qui se sont avérés.

L'incarcération de journalistes en Afrique et ailleurs est fréquente. Ne faudrait-il pas créer un organe supranational qui éviterait aux



Charlène Ongotha
pendant sa pause café

journalistes d'être inquiétés pour leur liberté d'expression ?

La dépénalisation des délits de presse est liée au bon vouloir des instances du pouvoir dans chaque pays. De plus, les actions en faveur de cette dépénalisation sont menées par des acteurs externes, notamment des ONG internationales. Donc, il y a un échec, effectivement, parce que les journalistes ne sont pas protégés. Il y en a encore qui sont emprisonnés à l'heure actuelle. Je pense que le véritable travail doit se faire au sein de la société au Gabon, en Afrique et ailleurs.

Kods Guermarche
Kate Stoney



Des racines et des langues : une histoire en mouvement(s)

Les mots transmettent des messages différents et évolutifs selon les langues pratiquées. Quels sont les enjeux et la place des langues dans les médias francophones d'Afrique de l'Ouest à l'ère de la mondialisation ?

Dans le monde, le français est supplanté par l'anglais qui domine les relations internationales et l'économie. Le français ne disparaît pas pour autant, mais il évolue autour de trois niveaux de francophonie : comme langue nationale (en France, en Belgique, en Suisse, etc.), comme langue officielle (les anciennes colonies françaises) et comme langue choisie par les élites intellectuelles (en Turquie, en Roumanie, etc.).

Colonisation et indépendance

Le français en Afrique de l'Ouest est une langue transnationale parlée par près de 86 millions de personnes à travers onze pays, selon l'Organisation internationale de la francophonie. Cette réalité linguistique est une conséquence directe de la colonisation. L'apprentissage du français au 19^e siècle en Afrique subsaharienne a été imposé par les autorités de la métropole afin de transmettre et traduire les directives administratives. Dans ce contexte, la langue française instrumentalisée était devenue un outil d'exploitation au service des dominants.

Quand est venue l'heure des Indépendances, le rejet du français a surgi en même temps que l'intérêt pour les langues locales, héritage de la culture ancestrale. Cependant, le français dont le retour dans les écoles a été réclamé par les populations, devenait dans le même temps la

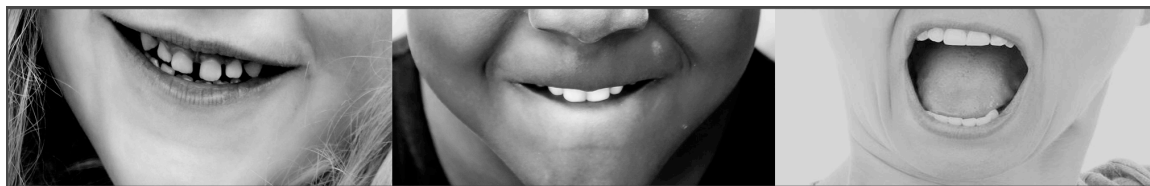
langue des instruits et des élites. Pour ces derniers, la réappropriation de la langue française dans un grand renversement idéologique a été ressentie comme une revanche inexorable sur l'ennemi, « notre butin de guerre » comme l'a écrit le poète kabyle Kateb Yacine.

Manque de supports écrits

En 1983 pourtant, Thomas Sankara instaure au Burkina Faso l'enseignement des langues nationales. Le manque d'enseignants formés et l'existence de plus de soixante ethnies et langues locales provoquent l'échec de cette vision polyglotte du Burkina indépendant. Il y a alors une prise de conscience générale de l'impossibilité à enseigner les langues locales, faute de supports écrits.

En 1994, une organisation non gouvernementale appuie la création du journal burkinabè *Hakilifalen*, édité en dioula, langue régionale vernaculaire. Il répond aux efforts de développement socio-économique de l'ouest du Burkina Faso par la diffusion d'informations. Encore aujourd'hui, ce média de proximité a du mal à s'imposer, n'étant pas traduit en français, langue nationale véhiculaire.

Suite page 9



Suite de la page 8

En Afrique de l'Ouest, le français est la langue officielle de l'administration, de l'enseignement supérieur et des formations, l'outil principal d'alphabétisation. En somme, il reste la promesse d'une progression sociale et le marqueur d'appartenance à une élite intellectuelle.

Et le journalisme ?

Le journaliste francophone en Afrique de l'Ouest opère donc dans des dynamiques linguistiques régies par l'alphabétisation, la maîtrise de la langue, l'accès à l'information et les impératifs économiques. Le journalisme n'étant pas une fin en soi, « sa mission est d'abord pédagogique et son but est de relayer l'information auprès d'un public qui le comprend », selon le journaliste guinéen Hammady Chérif Bah.

Le support médiatique et la langue varient selon le public cible. En milieu urbain, la population est plus lettrée et francophone et peut donc maîtriser les journaux écrits en français (presse papier et en ligne). En milieu rural, où il y a de grandes disparités éducatives, la radio et la télévision en langues locales sont les médias les plus répandus.

Langues du terroir et *lingua franca*

Les médias de proximité accomplissent une mission autonome et engagée. Ils contribuent à l'épanouissement de la société civile multilingue à travers les radios communautaires en langues locales.

Au Burkina Faso, la radio RTB2 des Hauts-

Bassins diffuse 80 % de ses émissions en « langues du terroir », comme le dit Saran Touré, vice-présidente de Reporters solidaires, alors que le français reste la langue de travail des rédactions. Le français est donc complémentaire des langues nationales.

La responsabilité du journaliste francophone est de traiter l'information de façon diversifiée, adaptée à ses publics et de promouvoir la francophonie. La langue française, « symbole de la liberté de la presse » selon Saran Touré, assure la cohésion entre les journalistes, les populations locales et le public international francophone. C'est la *lingua franca* de l'Afrique de l'Ouest.

Un colinguisme dynamique

Les langues locales sont vivantes et véhiculent chacune leur culture. En Afrique, plus de deux mille langues coexistent avec le français. Spontanément, les journalistes jouent avec les langues, les traduisent, créent des néologismes et développent des pratiques interculturelles innovantes et dynamiques.

Ce colinguisme est une réalité qui n'a jamais été théorisée par les institutions. C'est une démarche solidaire qui anime les communautés culturelles de la francophonie. Le colinguisme apparaît ainsi comme une solution à la tension qui existe parfois entre les langues locales et le français.

Sarah El Khaldi
Marina Perez
Nadiya Shulzhenko

« Casse ton Bic un instant ! »

Les violences qui agitent le Nord-Mali depuis 2012 ne sont pas sans répercussions sur la vie des journalistes. Almahadi Touré, qui exerce son métier à Goundam, en sait quelque chose.

Almahadi Touré, est l'un des 45 correspondants de l'Agence malienne de presse et de publicité (AMAP). Il est également président de l'Association des journalistes et animateurs solidaires de la région de Tombouctou (AJASRT, cf. article p. 18). Depuis sa ville de Goundam, il lui est arrivé d'écrire des articles mettant en cause les agissements de responsables politiques locaux peu scrupuleux.

Dans un article rédigé lors de l'occupation de la région de Tombouctou, Almahadi Touré avait dénoncé le détournement du ravitaillement de la population par des groupes armés mais « orchestré par des membres du gouvernement ». Le journaliste accusait avec netteté dans cet article « ceux qui doivent aider la population [et qui, ndlr] sont ceux qui pillent ». En donnant l'illusion d'être restés pour aider la population, certains ne faisaient en réalité que servir leurs propres intérêts.

Suite à cette publication, Almahadi Touré a reçu un mail d'avertissement : « est-ce que tu ne peux pas casser la mine de ton Bic un instant ? » Le manque de sécurité au Nord du Mali a également eu des répercussions sur l'AJASRT. Les formations prévues par Reporters solidaires n'ont pu avoir lieu à Tombouctou et ont été délocalisées au Burkina-Faso.



Almahadi Touré à la sortie du colloque

Almahadi Touré incarne la difficulté d'exercer son métier de journaliste dans un contexte « où la liberté de la presse et la liberté d'expression peuvent à tout moment être remises en question ».

**Chloé Pélandakis
Nadia Sassi
Léa Ville**

La francophonie au service du journalisme

Jean Kouchner, secrétaire général de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) présente les actions de son organisation autour des pratiques journalistiques et des valeurs qui l'animent.

Créée en 1950, l'Union internationale de la presse francophone (UPF) est la doyenne des organisations de presse en langue française. Forte de 3 000 adhérents dans 50 sections nationales organisées localement, elle est présente dans plus de 100 pays. À titre individuel, son secrétaire général Jean Kouchner anime de nombreuses formations à l'international.

Au cours de son intervention, Jean Kouchner a détaillé les principes fondateurs de l'association : l'indépendance et la responsabilité, le savoir-faire et le faire-savoir, la non-marchandisation ainsi que la crédibilité de l'information.

L'association organise des assises et des symposiums internationaux sur des thèmes tels que le journalisme numérique, la santé, ou encore



Jean Kouchner au pupitre

l'environnement. Lors de ces rassemblements de professionnels de l'information, que Jean Kouchner qualifie de « grandes messes laïques du journalisme », les échanges sont effectués généralement en français en adéquation avec l'identité de l'organisation.

Les dernières assises ont eu lieu du 20 au 25 novembre 2017 à Conakry (Guinée).

**Léa Dolymnyj
Anaïs Frouin
Chloé Pelandakis
Nadia Sassi**

En bref...

TV5 Monde, troisième réseau mondial de télévision, présent en Afrique depuis 1992, fête cette année ses 25 ans.

L'Union internationale de la presse francophone (UPF) a tenu à Conakry ses 46e Assises, du 20 au 25 novembre 2017, sur le thème «journalisme, investigation, transparence».

L'Arménie organisera en 2018 le 17e sommet de la Francophonie à Erevan. La candidature de la Tunisie a été retenue pour 2020.

L'Organisation internationale de la francophonie (OIF) fêtera ainsi ses 50 ans dans la patrie de l'un de ses pères fondateurs, l'ancien président Habib Bourguiba.

En bref...

En route vers la francophonie

« Avatar », « canular », « émoticône », « héberger », « favori », « fureteur », « nomade », « pirate », « nuage », « télésnob ». Ces dix mots ont été choisis par les organismes de la francophonie pour l'année 2017.

L'ONG lyonnaise La Caravane des dix mots propose chaque année à des équipes artistiques partout dans le monde, appelées « les Caravanes », de s'approprier dix mots de la langue française. À travers des ateliers de théâtre, danse, arts plastiques ou encore de céramique, ces mots prennent des couleurs variées selon les cultures et les continents.

« Objectif : créer du lien », souligne Eglantine Chabasseur, de l'association. Chaque individu enrichit la langue française par ce qu'il est, avec son imaginaire, son vécu.

La Caravane des dix mots a réalisé le court métrage *Les mots nomades* à partir d'images filmées par les différentes équipes. Le film a été présenté lors du colloque. Les mots sont utilisés comme prétexte pour tisser des liens entre les communautés d'Amérique du Nord et du Sud, d'Afrique ou encore d'Europe. Nous voilà embarqués au cœur de ces échanges, non sans incompréhension de part et

d'autre, et non sans fous rires.

La force du film tient à la multiplicité des images qui révèle la richesse de la francophonie par une approche complexe et atypique. « Il présente la francophonie des peuples, celle des rues, et non celle des institutions », insiste Eglantine Chabasseur.

Ainsi, les caravanes cherchent-elles à montrer la vision d'une langue française plurielle. Une vision dans laquelle la France n'est pas le centre de la francophonie et pour laquelle nous sommes tous acteurs et actrices. Une langue dans laquelle chacun peut parler et s'exprimer.

Nous vous laissons découvrir les dix mots de l'année prochaine : « bagou », « volubile », « ohé », « susurrer », « placoter », « accent », « truculent », « griot », « jactance », « voix ». À vous de jouer !

Daphné Chauvel
Noémie Lalande

En bref...

Le Réseau des journalistes animateurs en langues nationales (RALAN) a été lancé le 14 octobre 2017 à Conakry par l'Agence guinéenne de la presse. Au Burkina-Faso existe également l'Association des éditeurs et publicateurs de journaux en langues nationales (AEPJLN) qui se fixe pour objectifs la valorisation des langues nationales, la lutte contre l'analphabétisation et le renforcement de la paix et de la démocratie.

Vous pouvez retrouver un *best of* des textes des deux slameurs de la compagnie UnDeuxGround dans un livre et un CD nommés *Attentats Rhétoristes*.

En bref...

« En découvrant la langue de l'autre, je l'amène à la mienne

**Les éducations formelles et non-formelles sont au cœur de la francophonie dans le monde.
Entretien avec Maurice Nahory.**

C'est la première association culturelle internationale française. Elle est implantée aujourd'hui dans 137 pays. La première Alliance française a été créée sous l'effet des mouvements de colonisation et des conflits franco-allemands à la fin du XIXe siècle. Elle a été fondée par de grands noms tels que Ferdinand de Lesseps, Jules Verne ou encore Louis Pasteur.

Comment promouvoir et diffuser la francophonie grâce à l'Alliance française ?

L'Alliance française est un dispositif d'éducation non formelle. Des formations sont dispensées pour les élèves volontaires avec à la clef une certification qui justifie d'un niveau en langue française reconnu dans le monde. L'enseignement du français dépend des pays où l'Alliance se trouve et doit par conséquent se faire dans le respect des cultures locales. On compte 60 Alliances dans 29 pays d'Afrique francophone et non francophone, là où les élèves ont une approche particulière du français, puisqu'ils en sont imprégnés depuis des années.



Maurice Nahory revient sur son expérience à l'Alliance française

Que voulez-vous dire, lorsque vous dites « en découvrant la langue de l'autre, je l'amène à la mienne » ?

Apprendre une nouvelle langue nous permet de comprendre le fonctionnement de notre propre langue maternelle. Pour vous donner un exemple, à Lima, pendant plus de six mois de l'année le ciel est gris. Il existe au Pérou soixante expressions pour qualifier la couleur grise des nuages. Nous pouvons ainsi voir la langue sous un ciel particulier.

**Daphné Chauvel
Noémie Lalande**

Partager les savoirs

Le Groupement des éducateurs sans frontières (GREF) est une association de solidarité internationale. Elle est composée de plus de 500 éducateurs et s'attèle, par des méthodes pédagogiques actives, à aider les personnes en difficulté en France et à l'étranger.

Citons l'aide aux migrants, ou encore l'intégration et la réinsertion par l'apprentissage du français dans le milieu carcéral.

Concernant son action à l'étranger, le GREF intervient dans plus de vingt pays, à travers des missions de développement local ou de sensibilisation à la vie citoyenne dans les écoles. Depuis plus de 25 ans, le GREF a toujours milité pour une francophonie ouverte, évitant toute hégémonie culturelle.

Bangaly Camara défend un journalisme de paix

Le directeur général de l'Institut de l'information et de la communication de Conakry (ISIC, Guinée) insiste sur le rôle des médias dans la reconstruction et la réconciliation nationale.

Existe-t-il une presse indépendante en Guinée ?

C'est difficile de répondre simplement car il existe plusieurs contraintes. La première est d'ordre économique car les journalistes doivent respecter la déontologie du métier mais en même temps ils sont confrontés à des contraintes financières. Pour les journalistes qui doivent avoir une position neutre, il n'est pas toujours facile de traiter en toute objectivité les questions politiques et sociales. Quant à l'indépendance culturelle, le journaliste doit être capable de comprendre le contexte politique pour se mettre en adéquation avec la population.

Qu'entendez-vous par « journalisme de paix » ?

C'est un journalisme sensible, qui ne cherche surtout pas à exacerber les conflits, tout en revendiquant la place active des médias. Au-delà du devoir d'informer, le journaliste s'efforce de rendre visibles les efforts de paix et aide à la reconstruction et à la réconciliation nationale.

Qui sont les acteurs principaux pour former des journalistes conscients de leur rôle ?

Les associations jouent un rôle important dans le renforcement du pluralisme médiatique. On peut citer l'action de Reporters solidaires, qui offre une formation généraliste en insistant sur l'éthique et la déontologie. D'autres comme Open Society Initiative for West Africa (OSIWA) traitent des problèmes de la paix, de la citoyenneté, de l'environnement, sans oublier ceux de la gouvernance de la démocratie. Certaines fondations environnementales sont plus



Le guinéen Bangaly Camara
directeur de l'ISIC à Conakry

spécialement investies dans la prévention des conflits. Les rédactions jouent un rôle important bien qu'elles restent fragilisées à cause des conditions économiques. Les directeurs de rédaction doivent être impliqués dans les formations.

Les formations des journalistes participent-elles à l'éducation de la nation ?

Bien sûr, car elles transmettent les mêmes valeurs de démocratie et de respect de l'autre.

Nadiya Shulzhenko

Akemi Jemi

Mohamed Amara, sociologue de terrain

Le sociologue malien Mohamed Amara est le grand témoin de ce colloque. Après avoir vécu quelques années au Québec, où il a mené des recherches sur les pratiques de la participation citoyenne, il est aujourd'hui installé en France. Enseignant chercheur, Mohamed Amara est rattaché à l'université de Bamako et au centre Max Weber de l'Université Lumière Lyon 2.

Mohamed Amara fait souvent des allers-retours entre son pays d'origine et son pays d'adoption, ce qui nourrit sa réflexion. Dans son nouveau livre, *Le Mali rêvé* (éd. L'Harmattan), il analyse les difficultés rencontrées par le Mali. Le pays est toujours en proie à de profondes inégalités économiques, sociales et d'accès à la santé. Ces inégalités sont au cœur de la crise au Nord Mali depuis 2012.

Comme Mohamed Amara n'est pas du genre à rester dans sa tour d'ivoire, il s'implique directement dans des actions concrètes pour son pays. C'est ainsi qu'il préside le Collectif des Maliens de la région Auvergne-Rhône-Alpes (CMRA). Créé en 2012, il cherche à donner un autre visage du Mali, avec comme objectif l'amélioration de l'accès à l'emploi et à la santé. Le sociologue nous cite l'une des réussites de ce collectif : le jardin maraîcher des femmes de Ouan. Grâce au revenu dégagé par leur travail, les femmes impliquées dans ce projet mené non loin de Mopti ont acquis un équilibre alimentaire et une certaine autonomie.

Le CMRA mène aussi une action de recherche, notamment dans l'éducation avec différentes possibilités d'optimiser l'enseignement au Mali. Par exemple, travailler sur l'hygiène des enfants et ainsi corriger à la source des problèmes récurrents dans ce pays d'Afrique subsaharienne. Le CMRA ne s'arrête pas là, le collectif propose



Mohamed Amara à l'UCLY

également des actions citoyennes et culturelles qui ont débuté par la projection de films.

Mohamed Amara insiste sur la nécessité pour un sociologue de ne pas être déconnecté de la réalité de terrain. Sa priorité est d'apporter des solutions concrètes et adaptées aux problèmes traversés par le Mali. Lucide, il sait néanmoins qu'il est très difficile de rencontrer tous les acteurs de la société dans un pays secoué par une crise majeure. L'insécurité est un obstacle à sa recherche sur le terrain. Mais le grand témoin du colloque reste confiant pour l'avenir du Mali : « l'important pour moi est de dépasser les profondes inégalités sociales, sources des nombreux maux de mon pays ».

**Lucie Misset
Lavinia Enache
Joseph Bohbot**

Res Publica : la place du français dans l'aide au développement

L'association Res Publica, qui intervient au Burkina Faso pour favoriser un développement durable, est directement concernée par la question de l'usage de la langue.

L'enjeu est de transmettre des connaissances en passant d'une langue à l'autre et de permettre, par l'éducation, une meilleure intégration des générations futures. Au Burkina Faso, plus de 60 langues locales coexistent, en plus du français qui reste la langue officielle. Pourtant, celle-ci n'est pas toujours maîtrisée, notamment en zone rurale.

Face à la multiplicité linguistique, alors que certains acteurs choisissent de faire intervenir des traducteurs, l'association s'appuie sur des « gens du cru », des agents locaux plus proches de la réalité. Cette approche pragmatique ressort aussi dans les

outils utilisés. Par exemple, la méthode REFLECT privilégie la convivialité et la participation des populations concernées en s'appuyant sur leurs expériences quotidiennes : utilisation d'images, de graphiques, du théâtre, etc.

Former les générations futures

Au Burkina Faso, les enfants qui ne parlent pas français se trouvent en difficulté lors de leur entrée en primaire et sont souvent obligés de redoubler leur première année. L'association veut se concentrer sur une éducation de qualité en proposant notamment un parcours scolaire dès

la maternelle. Elle a également lancé un programme d'apprentissage du français en langue locale, avec une volonté d'aider les enfants tout en faisant participer les parents. Mais le manque de moyens et d'implication de l'Etat a fait échouer cette expérimentation. Malgré les difficultés liées à l'utilisation du français, Res Publica cherche et trouve des solutions pour faciliter la compréhension entre les acteurs locaux et la population. D'après Thierry Sciari, chargé de projets à Res Publica, l'usage du français ne crée pas de problèmes : « l'utilisation exclusive d'une langue locale créerait davantage de tensions ».

**Méganne Capliez
Claire Miniotis**

L'alternative des logiciels libres

Choisir des logiciels libres est tout d'abord un choix éthique car, comme dans le domaine de la solidarité, les valeurs de partage et de liberté sont au cœur de leur philosophie. Ils permettent également de soutenir des alternatives aux grands groupes qui dominent le secteur.

Un choix éthique mais aussi économique, beaucoup étant gratuits et donc pas uniquement soumis à des préoccupations mercantiles. Utiliser des logiciels libres a également une dimension pratique très importante : ils sont utilisables par tous et partout, quels que soient le pays et les moyens financiers. L'universalité du format est donc un vrai point fort, particulièrement à l'international. Les utilisateurs peuvent toutefois rencontrer des difficultés dans leur manipulation et certains ne sont pas exempts de *bugs*. Les logiciels libres pourraient être une réelle solution pour les associations, mais cela demande de changer les habitudes. C'est parfois ce qu'il y a de plus difficile.

**Marion Schaefer,
Jennifer Leotardi,
Claire Miniotis,
Vincent Mabillot**

L'aventure Reporters solidaires

« L'association a été créée par un concours de circonstances », s'amuse Christine Cognat, à l'époque journaliste au *Progrès*. Elle n'aurait jamais cru se lancer dans une telle aventure quand, en 2005, elle se rend en Guinée pour couvrir un congrès médical organisé par l'association France Guinée Coopération. Au retour de ce séjour, elle est recontactée par cette association pour monter un projet d'aide à la formation des journalistes. Christine Cognat relève le défi avec une poignée d'amis.



Christine Cognat dans une formation en immersion à Radio Nostalgie Guinée

Suite à la libéralisation de la presse, de nombreux journalistes ont été recrutés sans rien connaître du métier et se sont formés sur le tas, d'où de nombreuses dérives. » La future présidente de Reporters solidaires est vite épaulée par quelques consœurs et confrères lyonnais. Si les premières sessions en Guinée sont improvisées, l'idée de créer un journal-école avec leurs homologues guinéens émerge rapidement. L'association

Reporters solidaires est créée en avril 2008. Huit mois plus tard, paraît *Le journal du cinquantenaire* de l'Indépendance guinéenne.

Le statut associatif permet d'obtenir des soutiens financiers : d'abord de la direction régionale Jeunesse et Sport, puis de la Région Rhône- Alpes et de la Ville de Lyon, sans oublier quelques partenaires privés comme Orange et les dons d'autres associations.

Suite page 18

Le journal du colloque

Suite de la page 17

« D'autres organisations proposent des formations aux journalistes en Afrique francophone, mais la spécificité de Reporters solidaires, c'est d'abord de travailler en partenariat avec une association locale de journalistes, voire d'aider à la créer si elle n'existe pas », explique Christine Cognat.

« Elle inscrit ses actions dans la durée, en reprenant les bases du métier : le droit, la déontologie, les pratiques professionnelles, etc. », ajoute-t-elle, « on ne vient pas prêcher la bonne parole, on vient créer des projets en commun ».

Cette idée de collaboration se retrouve dans la structure même de l'association, puisque Saran Touré, ancienne journaliste guinéenne et présidente du Club de la presse de Guinée, en est l'un des deux vice-présidents. On notera que l'association est très attachée à l'égalité et à la mixité. Elle demande à ses partenaires de prévoir 50 % de femmes journalistes dans ses formations, ce qui n'est pas toujours facile à obtenir.

Aujourd'hui l'association mène des actions en Guinée, au Mali et au Burkina Faso, où elle a aidé à former plus de 400 professionnels, en groupe ou en

immersion dans les médias. Elle a pu également faire venir des journalistes en formation à l'ICOM mais faute de moyens, elle ne peut répondre à toutes les demandes.

Cependant, on sent Christine Cognat très fière de la création de l'Institut des médias à l'Université Nazi Boni de Bobo-Dioulasso (Burkina Faso). L'université burkinabè dispense un Master 2 ouvert à tous les Africains de la sous-région, en coopération avec l'université Lumière Lyon 2.

« Des liens se sont créés à la faveur des actions de Reporters solidaires : des liens Nord-Sud mais aussi Sud-Sud, par exemple entre Burkinabè et Maliens qui suivent des formations communes, et même Sud-Nord, puisque des étudiants de l'ICOM vont effectuer des stages dans les médias burkinabè », conclut Christine Cognat.

Joseph Bohbot

Christine Cognat pendant une session de formation à Bobo-Dioulasso



Les associations partenaires

Au Burkina Faso L'Union des journalistes, communicateurs et correspondants de Presse des Hauts-Bassins (UJCCP-HB) a été créée en 2009 pour former les jeunes générations. Elle compte aujourd'hui une centaine de journalistes et animateurs radio.

Au Mali L'Association des journalistes et animateurs solidaires de la région de Tombouctou (AJASRT) a été créée en 2011 dans le cadre d'un partenariat avec Reporters solidaires. Elle compte une soixantaine d'adhérents.

En Guinée Après avoir monté plusieurs formations en partenariat avec le Club de la presse de Guinée, RS mène un programme à Kindia, financé par Res Publica, en partenariat avec l'Association des journalistes de Kindia et l'Association des jeunes reporters (AJR) de Guinée.

TV5, la francophonie sur les écrans

TV5Monde, première chaîne mondiale en français et troisième chaîne de télévision en termes de distribution, après CNN et MTV, diffuse dans 188 pays auprès de 55 millions de téléspectateurs.



Ivan Kabacoff présentateur de « Destination Francophonie » sur TV5 Monde

« Destination Francophonie », une des émissions phares de TV5 Monde, promeut la langue française et valorise les espaces francophones. Sa mission est de mettre en avant les initiatives positives en faveur de la langue française et de créer un lien entre les francophones et francophiles à travers le monde.

Chaque semaine, Ivan Kabacoff, présentateur de l'émission, nous invite à la découverte d'un nouveau pays partageant notre langue, qu'elle soit la langue maternelle ou celle que l'on veut apprendre. TV5Monde développe également des outils pédagogiques pour les apprenants de Français langue étrangère (FLE).

Citons aussi 7 jours sur la planète, une

application mobile pour maîtriser le français de l'actualité internationale. TV5 est aussi orientée sur l'interactivité et met à disposition des ressources comme enseigner.tv5monde.com, afin que les enseignants puissent toucher aussi bien les débutants que les locuteurs confirmés.

Par ailleurs, la chaîne a mis en place quatorze langues de sous-titrage afin de faciliter la compréhension de ses émissions. Ses actions élargissent les frontières de la francophonie.

Akemi Jemio
Lavinia Enache
Ngoc Truc Linh Tran
David Rincon

UnDeuxGround slame sur la francophonie

Cocteau Mot Lotov et Lee Harvey Asphalte ont retranscrit la première journée du colloque et l'ont reformulée sous la forme d'une performance de slam. C'est l'art et la manière version UnDeuxGround.

Cocteau Mot Lotov et Lee Harvey Asphalte pratiquent « une écriture poétique, une écriture pour les oreilles » : le slam. Leurs principales inspirations sont des grands de l'écriture parlée tels que Pierre Desproges ou Saul Williams.

Ils aiment travailler dans des colloques, des tables rondes, au sein d'entreprises, dans toutes sortes de lieux où « l'espace peut être investi par la création ». Des espaces où ils peuvent « s'approprier la parole — les mots, les déformer de manière très subjective, très partielle, voire s'en amuser ».

UnDeuxGround sur la scène du colloque

Leur prestation d'une dizaine de minutes exprime leur ressenti, leurs questionnements, leurs envies de raconter ce qu'ils ont entendu. L'un prend la place du stylo du journaliste, l'autre parle du paysage médiatique français. Les deux se ressemblent et s'assemblent en une conversation écrite, poétisée, parlée.

Le but de leur intervention ? Faire un résumé de la journée mais aussi dire tout haut ce que les gens ont pensé tout bas : ce que le public présent n'a pas osé ou n'a pas pu dire.

L'ADN de leur travail est l'improvisation mais on devine qu'il est aussi le fruit d'une



Les slameurs d'UnDeuxGround

réflexion et d'une recherche en amont.

Ici, la francophonie a fait partie intégrante de leur travail. Ce colloque leur a permis de rencontrer l'utilisation créative de la langue française à l'étranger. Les deux artistes pensent que « nous, les Français, tuons la francophonie contrairement aux pays africains ». L'Afrique, ajoutent-ils, sera le prochain « mastodonte culturel ». Et le slam en sera son vecteur.

**Méganne Capliez
Kods Guermache
Marion Schaefer**

ELLES ET ILS L'ONT FAIT !



Les étudiantes et les étudiants de l'ICOM

Le journal que vous avez lu a été conçu et réalisé sur place par des étudiants de l'Institut de la communication de l'Université Lumière Lyon 2, dont une majorité de jeunes filles.

Elles et ils sont francophones mais issus de différentes cultures, de différents horizons, de la Bolivie à la Roumanie en passant par le Liban et bien d'autres pays, et par la France, naturellement.

La plupart ne se destine pas prioritairement à la presse, leur master les orientant d'abord vers les métiers de la communication humanitaire. Mais tous se sont embarqués avec fougue et

détermination dans cette aventure qui a consisté à travailler comme de vrais « pros », sur un sujet vaste et passionnant : la francophonie aujourd'hui, à travers le rôle des médias et des écoles en Afrique francophone.

L'équipe de rédaction ainsi constituée sous l'égide de Reporters solidaires vous remercie d'avoir parcouru ce journal, conçu pour être à la fois un journal-école et un reflet des interventions du colloque.

Christine Cognat (présidente de Reporters solidaires)
Dana Popescu (maître de conférences à l'Université Lumière Lyon 2)